

La République Algérienne Démocratique et Populaire
Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique
Université Abbes Laghrou- Khenchela



Faculté Des Lettres et Des Langues
Département Des Lettres et Langue Française
Spécialité : Sciences du langage

Thème :

**L'analyse rhétorique du discours présidentiel
d'Emmanuel Macron à Davos le, 24Janvier 2018**

Mémoire élaboré en vue de l'obtention du diplôme de Master

Sous la direction de : CHEBLI Soumya, « MCA » en sciences du langage

Présenté par : HACHANI Assia

Devant le jury :

Président : DZIRI Fatma Zohra, «MAA » en sciences du langage, Université de khenchela

Examinatrice : DEMMANE Nadhira, « MAA » en sciences du langage, Université de khenchela

Directrice : CHEBLI Soumya, « MCA » en sciences du langage, Université de khenchela

2017/2018

Remerciements :

Je tiens à remercier chaleureusement ma directrice de mémoire madame Chebli Soumya pour ses conseils précieux, corrections et générosité.

« MERCI POUR TOUT »

Je remercie aussi ma famille spécialement mes parents

Sans oublier les enseignants du Département Français notamment madame Demane Nadhira

Table des matières

La table des matières :

Introduction	8
--------------	---

Chapitre I : Argumentation et Rhétorique

I.1.Argumentation	11
I.2.Rhétorique	11
I.3.Distinction argumentation/rhétorique	12
I.4.Contrat orateur/auditeur	13
I.5.Nouvelle rhétorique	13
5.1. Démonstration /argumentation	14
5.2. Types d'auditoires	14
5.3. Distinction conviction/persuasion	14
5.4. Les prémisses	15
I.6.Techniques argumentatives	15
6.1. Définition argument	15
6.2. Arguments quasi-logiques	16
6.3. Arguments basés sur le Réel	17
6.4. Arguments cherchent à fonder le Réel	18

I.7.Finalités d'argumentation	19
I.8.Caractéristiques de l'argumentation	19
I.9.Procédés argumentatifs	20

Chapitre II : Discours politique

II.1.Notion du discours	23
II.2.Registres d'argumentation dans le discours	23
II.3.Discours politique	24
II.4.Types du discours	24
II.5.Caractéristiques du discours politique	25
II.6.Fonctions du discours politique	25
II.7.Composantes du discours politique	26
II.8.Parole et stratégies du discours de pouvoir	26

Chapitre III : Méthodologie et analyse des résultats

III.1.Méthodologie	29
III.2.Corpus	29
III.3.Thèmes du discours	29
III.4.Caractéristiques du discours	30

III.5.Techniques argumentatives	31
III.6.les stratégies	35
La grille d'analyse	37
III.7.l'interprétation des résultats	39
Conclusion	41
Bibliographie	43
Annexe	45
Résumé	

Introduction

Introduction :

Durant les années 50, née l'analyse du discours à la suite de l'article de Zellig Harris « Discours Analysis », cette analyse regroupe plusieurs approches du discours qui se situent dans le domaine des sciences humaines et sociales, chacune de ces approches prend des aspects particuliers de l'objet du discours.

Parmi ces approches l'analyse rhétorique et celle de l'argumentation qui vise à atteindre des objectifs précis par le locuteur tel que convaincre et attirer les autres à ses opinions en utilisant des techniques argumentatives.

De nos jours, l'argumentation a connu un développement immense dans des autres domaines et l'émergence de beaucoup de travaux ; ouvrages et auteurs abordant l'argumentation tel que Michel Meyer ; Chaïm Perelman et Tyteca.

Et pour rassembler la théorie contemporaine de Perelman et sa classification d'arguments et son utilisation dans le discours politique qui s'intéresse à l'étude de communication politique dans la société, à partir des textes ou images symboles .

Son intérêt est de comprendre comment est produit le discours et ses fonctions qui s'accordent pour obtenir le pouvoir et donner la légitimité, aussi de connaître les intentions de l'orateur

L'analyse du discours politique est étudiée en fonction de sa structure linguistique et sémiotique, contenu, intention et l'interaction attendue de l'auditoire.

Nous avons choisi de travailler sur le discours du président français Emmanuel Macron à Davos en Suisse.

Nous nous intéressons dans notre recherche à l'étude des techniques d'argumentation suivies dans son discours en visant de répondre à la problématique suivante :

Quels sont les types d'arguments, stratégies discursives et les objectifs que nous pouvons dégager de son discours selon la classification de Chaïm Perelman ?

Pour répondre à cette question nous avons émis l'hypothèse suivante, les

arguments dans le discours d'Emmanuel Macron utilisés pour manipuler et faire une annonce aux investisseurs.

Nous engageons à travers ce travail, d'aborder les grands axes étudiés par Perelman et les types d'arguments utilisés dans ce discours au début de l'année 2018.

Notre corpus est un discours prononcé par le président Emmanuel Macron, le mercredi 24 janvier 2018, à l'occasion de la Journée mondiale du Forum économique, à Davos, destiné aux investisseurs étrangers.

Nous adaptons comme méthode l'analyse argumentative selon Perelman, qui consiste à repérer les arguments quasi logiques et les arguments qui fondent la structure du réel ou par dissociation.

Nous avons divisé le travail en trois chapitres, premièrement, Le chapitre 1 intitulé: "Argumentation et Rhétorique"

Nous y abordons :

La définition d'argumentation, de la rhétorique, la rhétorique aristotélicienne et contemporaine,
et identifier le contact orateur, auditoire et la typologie des arguments.

*Le chapitre 2 s'intitule "Discours politique" on aborde :

La définition du discours, et celle de discours politique, ses caractéristiques, ses registres d'argumentation, ses paroles et stratégies.

Et deuxièmement un seul chapitre qui s'intitule "Méthodologie et analyse des résultats", on y évoque le corpus, la méthodologie, les thèmes et l'ensemble des arguments et stratégies utilisés à l'aide d'une grille d'analyse et les graphiques qui récapitulent l'ensemble des techniques, puis une interprétation des résultats.

Chapitre I :
Argumentation et
Rhétorique

I.1.Argumentation

L'argumentation est une opération ou un processus incluant de raisons pour faire adhérer l'autre (l'auditoire) en utilisant des unités qu'on les nomme arguments.

La naissance de l'argumentation est en 1958 avec l'apparition de plusieurs ouvrages notamment le « Traité de l'argumentation », écrit par Chaïm Perelman en collaboration avec Tyteca et l'ouvrage « the use of argument » élaboré par Stephen Toulmin.

L'argumentation est l'ensemble des méthodes et des moyens de communication pour persuader et convaincre l'autre par la parole comme :

« une négociation des distances entre les partenaires de la communication » (Michel Meyer, 2005 :19)

Alors l'argumentation c'est une stratégie ou procédure que le locuteur l'utilise pour avoir accès à ses objectifs et faire de l'interlocuteur adhérer et admettre à ses opinions.

Le philosophe Perelman a évoqué dans son ouvrage que le but d'une argumentation « n'est pas de déduire les conséquences de certaines prémisses mais de provoquer et d'accroître l'adhésion d'un auditoire aux thèses qu'on présente à son assentiment » (.Perelman, 2002 : 28)

Dans le discours politique ; l'argumentation c'est une stratégie incontournable pour adhérer l'auditoire et maîtriser le pouvoir.

L'argumentation n'existe que quand il y a un auditoire et une communication telle que l'ont mentionné Perelman et Tyteca : « l'argumentation est les techniques discursives qui permettent de provoquer ou d'accroître l'adhésion aux thèses qui lui sont présentées » (1970 :5)

I.2. Rhétorique :

Dans les discours comme le discours politique, l'orateur impose sa visée, ses

opinions en mettant en œuvre la rhétorique, ce concept qui consiste dans l'art de bien dire où l'éloquence est adressé à un auditoire pratiqué par l'orateur comme :

« la rhétorique peut-être considéré comme une théorie de la parole efficace liée à une pratique oratoire. » (Ruth Amossy, 2010 :11)

La rhétorique apparut avec Aristote qui l'a défini comme : *« une parole destinée un auditoire quelle tente d'influencer en lui soumettant des positions susceptibles de lui paraître raisonnable. »* (Ruth Amossy, 2010 :11)

D'après Aristote la rhétorique est un discours à un objectif de persuader ou de convaincre l'auditoire par des raisonnements logiques, soit par déduction (du général vers le particulier) ou par induction (du particulier vers le général).

Dès l'Antiquité, la pratique de la rhétorique est fortement théorisée, on trouve des types de discours comme judiciaire, délibératif.

Aristote cherche des arguments qui répondent aux questions quoi dire (inventio)?

Aussi la disposition qui est l'art de la structure de discours voire la notion de l'élocution ;

il classifie les arguments selon trois types : ethos, pathos, logos.

I.3. Distinction rhétorique / argumentation :

L'argumentation diffère de la rhétorique :

La rhétorique sert à influencer par la parole en tant que l'argumentation est l'ensemble des stratégies utilisées dans un discours pour faire adhérer l'auditoire.

Aussi, dans la rhétorique, la question est considérée comme disparue, il y a directement la réponse (résolue), elle cherche la vraisemblance, par exemple la publicité.

De l'autre côté, l'argumentation part de la question à la réponse, exemple : le milieu judiciaire, elle cherche la vérité, sa visée est d'adhérer le public dans une situation réelle.

I.4. Contact orateur, auditoire :

Le contact entre orateur et auditoire basé sur l'adhésion et admettre les autres comme :

« l'argumentation qui vise à obtenir l'adhésion de ceux auxquels elle s'adresse, elle toute entière relative à l'auditoire quelle cherche à l'influencer » (Perelman et Olberchts , 1970 :40)

Dans un discours, l'orateur est la personne qui le prononce comme a cité Isocrate : *« nous appelons orateurs ceux qui sont capables de parler devant la foule et nous considérons comme le bon conseil ceux qui peuvent sur les affaires s'entretenir avec eux même de la façon la plus judicieuse » (Ruth Amossy ,2010 :41)*

On distingue l'orateur selon le type du discours qu'il met en œuvre peut-être un avocat, un prédicateur, un président.

Le deuxième pôle qui est l'auditoire, c'est le public auquel le discours est adressé peut être un auditoire universel ou un auditoire particulier, selon Perelman et son collègue, l'auditoire est :

« L'ensemble de ceux sur lesquels l'orateur veut influencer par son argumentation » (1970 :25)

Donc la relation entre orateur et auditoire doit être construite sur la confiance et l'accord :

« L'orateur est obligé, s'il veut agir, s'adapter à son auditoire. » (Perelman et Olberchts ,1970 :9)

Aussi, il faut organiser notre discours argumentatif selon le public visé, sa culture, croyance, niveau éducatif comme a précisé Roland Shmetz : *« en fonction d'un public que se développe toute argumentation » (2000 : 39)*

I.5. Nouvelle rhétorique :

Par la suite, dans les années 50 Perelman a élaboré le « Traité de l'argumentation » ou « la Nouvelle rhétorique » avec Tyteca.

Perelman préfère se concentrer sur l'aspect persuasif, dans les premiers chapitres, il fait :

5.1. Distinction démonstration et argumentation :

La démonstration est consistée dans la déduction des conséquences de certaines prémisses. Elle est claire sans ambiguïté.

Contrairement à l'argumentation qui sert à provoquer ou d'accroître l'adhésion d'un auditoire, elle utilise le langage naturel et, elle est ambiguë.

L'argumentation est donc directement liée à l'idée d'auditoire « *il faut qu'un discours soit écouté, qu'un livre soit lu, car sans cela leur action serait nulle* » (1977 :23)

5.2. Types d'auditoire :

Perelman précise aussi l'importance de l'auditoire et propose qu'il ya deux types d'auditoire :

- a) L'auditoire particulier : regroupe certaines personnes à une certaine époque.
- b) L'auditoire universel : l'humanité tout entière.

5.3. Distinction conviction et persuasion :

La fonction de convaincre consiste à faire appel à la raison de l'auditoire universel

« *Convaincre consiste à défendre une théorie parce qu'on la considère vraie* » (Roland Shmetz, 2000 :16)

La persuasion est de faire appel aux sentiments de l'auditoire particulier, « *lorsqu'on cherche à persuader, on le fait par intérêt* » (Roland Shmetz, 2000 :16)

Alors la persuasion est attachée à toucher les sentiments, la psychologie pour un but de faire adhérer, bien que la conviction soit attachée à la logique, le raisonnement pour montrer que la théorie est vraie.

5.4. Les prémisses :

Quand un orateur veut préparer son discours avant le prononcer, il part de plusieurs propositions ; hypothèses, suppositions qu'on les nomme prémisses, présentent le point de départ, « *Au risque d'échouer dans sa mission, l'orateur ne doit que partir de prémisses qui bénéficient d'une adhésion suffisante* » (Perelman ,2002 : 35)

Les prémisses peuvent être en fonction de :

1) Les faits :

Regroupe tout ce qui commun entre les personnes, des événements, soit des faits vécus ou des faits supposés.

2) Les vérités :

Sont un peu compliquées que les faits, c'est une adéquation entre la réalité et L'homme qui la pense.

3) Les valeurs :

Le vrai ; le mal ; le Bon ; l'égalité et cetera.

4) Les hiérarchies :

Exemple la supériorité ou l'infériorité, consiste dans l'ordre, par exemple, homme ; animal.

5) Les lieux :

Les places où se sont passés les événements.

I.6. Techniques argumentatives :

6.1. Définition argument :

C'est un élément d'information, qui permet de persuader un interlocuteur de la justesse de la thèse que le locuteur défend.

Argumenter c'est essayer au moyen de langage d'influencer son interlocuteur en donnant des raisons.

6.2. Arguments quasi logiques :

Perelman est l'introducteur du concept d'arguments quasi logiques, il affirme qu'ils étaient employés dans l'Antiquité, « *leurs traits et de pouvoir être assimilé à un schème construit sur base de règles de la logique formelle ou de mathématiques.* » (Perelman ,2002 :36)

Donc, les arguments quasi logiques ne relèvent pas de la logique formelle démonstrative des sciences.

Ces argument consistent dans :

Argument d'incompabilité	L'argument de désaccord, contradiction ou la négation. Il s'agit de deux assertions qui ne peuvent coexister dans un même système.
Argument d'identité	Il ya un rapport d'équivalence entre deux idées, alors que le sujet et le prédicat ne renvoient pas au même référent.
L'argument de réciprocité	C'est un argument qui pose une relation entre A et B, une relation symétrique.
L'argument de tautologie	C'est un argument qui ne porte pas quelque chose de nouveau.

L'argument de transivité	Argument qui implique un objet à un autre ,il est l'équivalent de syllogisme.
L'argument de division	Consiste à passer du tout en ses parties.
L'argument d'inclusion	Englober les parties dans un tout, montrer les points communs.
L'argument par comparaison	Etablissement des relations entre des faits, appartenant à un même univers de discours, mais différent dans le temps et l'espace .
Argument par le sacrifice	Estimation d'une chose en fonction des efforts qu'elle a coûté, univoque le renoncement que l'on serait prêt pour obtenir un certain résultat pourquoi on sacrifie et pour qui.
La probabilité	Utilisation des probabilités a une dimension argumentatives de prévoir quelques choses, projection vers le futur d'un événement certain ou probable pour justifier une prise de position présente.
La définition	Consiste dans la précision de ce qu'on parle.
L'argument d'analyse	En utilisant la définition et l'énumération.

6.3. Arguments basés sur le Réel :

a)les liaisons de succession :

Lien causal	Cet argument permet de transférer la valeur d'une cause à son effet.
-------------	--

Argument de gaspillage	Justification d'une décision par l'importance des efforts déjà réalisés.
L'argument de direction	Argument qui stipule que toute action ou idée sera poussée jusqu'au bout .
L'argument de dépassement	Argument insiste sur la possibilité d'aller toujours plus loin dans un certain sens, sans que l'on entrevoie une limite dans cette direction, et cela avec un accroissement continu de valeur.

b) les liaisons de coexistence :

Liaison acte /personne	Souligner le rapport entre la personne et ses actes.
Argument d'autorité	On cite les savants, les philosophes les prophètes tantôt une autorité impersonnelle ; la physique, la doctrine, la religion.
Lien acte /essence	Mentionner l'acte et en quoi consistent, ses étapes, ses effets, résultats.

6.4. Arguments qui cherchent à fonder le réel :

Argument par exemple	L'exemple peut étayer une thèse.
Argument par illustration	Il permet à donner une apparence vivante et concrète en frappant l'imagination à une thèse.
Le modèle	Argument qui propose un personnage, un groupe humain comme support d'identification ou imitation.

L'anti modèle	A ne pas imiter.
L'analogie	Argument qui compare deux rapports dans un raisonnement croisé.
La métaphore	Est une figure de style consiste à désigner une chose par une autre qui lui ressemble ou partage avec lui une qualité essentielle.
Apparence/réalité	On parle de quelque chose qui est bonne mauvaise mais dans la réalité et le contraire.
Les couples philosophiques	Mot/mot

I.7. Finalités de l'argumentation :

- Montrer ou transmettre ses opinions, sa thèse, sa position.
- Faire admettre ses opinions à l'auditoire.
- Contredire et critiquer une thèse opposée.

I.8. Caractéristiques de l'argumentation :¹

- lâche ou serrée.
- Courte ou longue.
- Formelle ou informelle.
- Lourde ou subtile.
- Classique ou novatrice.
- Simple ou à effet.

¹<http://www.etudes-litteraires.com/argumentation.php>

-Évidente ou ironique.

-Directe ou indirecte.

-Agressive ou complice.

I.9. Procédés argumentatifs :

a) Raisonnement inductif :

C'est un procédé que le locuteur part du particulier pour inférer une loi générale, le locuteur pose des observations, des constats, des résultats particuliers, ensuite il dégage une conclusion générale.

b) Raisonnement déductif :

Contrairement au raisonnement inductif, le locuteur part du général vers le particulier.

c) Raisonnement critique :

Il consacre son argumentation à dénoncer, à critiquer l'opinion adverse, il appartient alors à l'auditeur d'en déduire la sienne.

d) Raisonnement dialectique :

L'orateur élabore un débat à la fois les éléments favorables et opposés à son opinion, il part de deux propositions contraires antithèse et la conclusion apporte quelque chose de nouveau.

e) Raisonnement par hypothèse :

Il consiste à imaginer une hypothèse qui en développement va soutenir la thèse.

f) Syllogisme :

C'est un raisonnement d'une relation mathématique.

$A=B, B=C$ alors $A=C$

g) Raisonnement par concession :

Il consiste à admettre une partie des arguments de l'adversaire pour déduire ensuite son opinion, grâce à des arguments plus nombreux plus solide.

Chapitre II :
Discours politique

II.1. Notion de Discours :

Le discours c'est un développement oratoire sur un sujet déterminé x en public (un auditoire) et lors d'une occasion particulière selon Kerbrat-Orecchioni : « *le discours est le langage mis en action.* » (Bougnoux 1993 :219)¹.

Donc c'est un texte produit dans un contexte précis.

Autrement le discours est une entité complexe ayant une dimension linguistique et autre communicationnelle.

Le discours sert à influencer l'auditeur comme l'identifie Benveniste :

« *Toute énonciation supposant un locuteur et un auditeur et chez le premier l'intention d'influencer l'autre en quelques manières* » (1996 :242)

Alors le discours c'est un produit construit en fonction de la situation, la réalité et les faits.

Chez Jaubert (1990), c'est « *du langage en situation* » (p.22)²

Aussi, le discours implique un acte langagier d'où émergent un texte, un contexte et une intention.

Le discours est donc une entité complexe ayant une dimension linguistique (en tant que texte), une dimension sociologique (en tant que production en contexte), et une dimension communicationnelle (en tant qu'interaction).

II.2. registres de l'argumentation dans le discours :

Le discours peut être:

pédagogique	Le locuteur utilise des procédés de renforcement comme la répétition.
didactique	Le locuteur est comme un enseignant, il s'est présenté comme savant.

¹www.analyse-du-discours.com/l-analyse-du-discours

² ibidem

prescriptif	Le locuteur adopte le ton de conseiller ou dicter des comportements à adopter.
subjectif	Le discours est toujours celui d'un sujet individuel ou collectif, qu'il s'agisse de discours médiatique ou scientifique.
dialogique	Le discours est dialogique parce que le locuteur postule un allocutaire.
polémique	Le discours est une arme de combat, il doit son existence à un état de chose à définir .il n'envisage les réalités à construire qu'à partir de réalité à déconstruire.

II.3.discours politique

Le discours politique est une forme du discours ou type utilisé dans l'espace politique concernant un individu comme président ou chef d'une association ou un groupe d'élus, pour obtenir un pouvoir ; accéder au niveau supérieur et aussi donner la légitimité pour ce que la personne politicienne fait.

« *La finalité d'un discours politique est le pouvoir même* » (Catherine Kerbrat-Orecchioni, Maurice Mouillard, 1984 :119)

Autrement, le discours politique est une forme de discursivité par laquelle un locuteur poursuit l'obtention du pouvoir.³

II.4. types du discours politique :

Il existe trois types du discours :

Le discours délibératif	sa visée est d'effectuer une action, une démarche, un projet (ce qu'il faut faire et ne pas
-------------------------	---

³ www.analyse-du-discours.com/l'analyse-du-discours

	faire).
le discours judiciaire	concerne le coté juridique, d'accusation, de défense, de condamnation.
le discours épideictique	Manifestation de ce qui est beau, mal.

II.5. Caractéristiques de discours politique :

- Défendre les programmes politiques, les décisions.
- Créer l'espoir et l'optimisme chez le public concernant l'avenir.
- Presque il utilise l'impératif, autoritaire.
- Se base sur l'utilisation de la rhétorique et l'argumentation pour convaincre et persuader.
- Il est long, les phrases et les termes sont répétés pour informer le public.
- Il indique notamment des thèmes sociaux, économiques qui s'attachent à la société et le peuple.
- Il vise une action pour susciter les réflexes, aussi ils vivent un impact d'ordre psychologique:⁴
- Qu'il n'ya pas de spontanéité.
- Qu'il est mythique : le travestissement du réel et la projection d'un monde d'illusion.
- Qu'il est théâtral : exige la mise en scène ou l'on se donne en spectacle.

II.6.fonctions du discours politique :

La fonction d'informatisation ou pédagogique	Transférer une nouvelle au public
--	-----------------------------------

⁴www.analyse-du-discours.com/analyse-du-discours

	correctement et avec conviction.
la résistance ou la contrariété	il manifeste la contrainte ou la résistance contre une politique, groupe politique ou le comportement et les décisions.
la dissimulation	il cache les vérités et présente d'autre qui n'existe pas

II.7.Composantes du discours politique :

-L'importance :

Aborder des thèmes qui sont importants pour le peuple et leurs besoins.

-Nouvelles informations :

Le peuple attend de l'orateur (président) des nouvelles informations, projets, démarches basée sur des preuves.

-Aborder des thèmes explicables et traitables :

Il y a plusieurs thèmes politiques sociaux, économique peuvent-être expliqués et analysés de continue et forme, pour faciliter la compréhension et faire des critiques où donner des points de vue.

II.8.La parole et les stratégies de discours de pouvoir :

La parole de promesse	La parole doit définir une identité sociale porteuse d'un certain système de valeur et les moyens d'y parvenir, cette parole doit être crédible aux yeux de citoyen.
La parole de décision	C'est la parole de faire et qui est fondée sur une condition de légitimité.
La parole de justification	Le politicien justifie l'action de la décision

	pour la légitimité.
La parole de dissimulation	L'homme politique ne dit jamais n'importe quoi pour ne pas avoir des critiques et la moquerie des autres.
la stratégie de crédibilité	Il fabrique une image de soi comme serveur d'identification devant l'auditoire.
La stratégie de dramatisation	Il faut que le politicien anime la scène de la vie politique en employant des arguments.
La stratégie de dénégation	C'est nier et faire mentir les faits et les événements dont il est coupable.
la stratégie de simplicité	S'exprimer avec simplicité en utilisant un vocabulaire simple et des phrases courtes pour que tout le monde comprends parce que le public visé est hétérogène en utilisant les types de raisonnement causal.
La stratégie du flou	Quant le président ou le député prononce une promesse, il ne sait pas comment la réaliser ou les obstacles qu'il va affronter, il peut donc déclarer ses engagements d'une façon floue (peut après la réussite n'effectuer pas ses promesses).
La stratégie du silence	N'avoir pas affirmé et justifier après déclarer quelque chose.

Chapitre III :
Méthodologie et
analyse des résultats

III.1.La méthodologie :

Dans ce chapitre, nous allons parler de notre corpus en discutant les thèmes et la problématique, pour tenter d'atteindre notre objectif ; ensuite nous allons dégager les types d'arguments utilisés par le président Emmanuel Macron dans son discours et les stratégies suivies en utilisant des graphiques et la grille d'analyse .

Notre travail porte sur une description analytique et quantitative de techniques argumentatives décelées dans le discours du président Emmanuel Macron, nous avons utilisé le logiciel tropes, qui nous aide l'analyse sémantique et quantitative des différentes techniques et stratégies.

III.2.Le corpus :

Le corpus c'est un discours prononcé par le président Emmanuel Macron à l'occasion du forum mondial, à Davos en Suisse le mercredi, 24 janvier 2018.

Notre discours est en sorte d'un extrait du site web [www. élysée.fr/](http://www.elysee.fr/) déclaration / article /transcription-du discours- du- président- de- la République- au Forum- économique -mondial –de- Davos- Suisse/.

III.3.Les thèmes :

Sous le slogan : « France is back » « France est de retour ».

Il a prononcé un discours devant des décideurs politiques présidents et les vice-présidents, les grands hommes investisseurs et businessmen au Forum économique mondial, à Davos le 24 janvier 2018.

D'abord, il s'est exprimé en anglais puis en français, pendant une heure.

Il déclare que la France est de retour au cours de l'économie et a des projets futurs à effectuer.

-Il défend la mondialisation plus équilibrée.

- la coopération multilatérale contre la politique des autres pays comme

l'Amérique qui vit à saisir toute seule l'économie, l'argent, le pouvoir.

-Il invite à un contrat et collaboration mondiale pour s'échapper de crises et problèmes économiques, notamment les pays développés comme l'Amérique et la Chine.

De plus, il parle des réformes nouvelles pour la France, de changer la culture pour réussir et avancer, développer.

Le président français veut faire la publicité, attirer les investisseurs internationaux et donner une bonne image de la France

-Il est contre le protectionnisme, qui aurait un effet à l'avenir, et ses cinq principes sont :

1) L'importation et l'investissement.

2) L'éducation et les techniques.

3) Les projets et la création économique une politique économique forte :

Transformer la France comme exemple en ce qui concerne le changement climatique et augmenter les projets.

4) Le changement de culture positif, déterminer la bureaucratie.

5) Aussi, il parle que l'Union consistait donc les principes de la liberté et l'égalité.

Il défend :

a)La mondialisation.

b) L'égalité entre les couches de la société.

c)Une France conquérante compétitive.

III.4.Les caractéristiques du discours :

Le discours c'est un discours délibératif, le président là c'est un décideur, il

propose ce qu'il faut faire comme démarche dorénavant en France et annonce les nouvelles réformes.

III.5.Les techniques argumentatives :

Le type d'argument	exemple
Argument d'incompabilité	Je suis devant vous mais il ya quelques mois je n'étais pas sûr de venir. Nous allons nous protéger du changement, mais il nous faut parfois accélérer le changement. Au contraire nous devons être devant la réalité et donner la vraie protection.
Argument d'identité	Le locuteur est un président : je salue donc nos vices présidentes, aussi de l'origine française en disant les français .
Argument de tautologie	Il nous faut vraiment réformer notre système éducatif, réformer les règles qui régissent les accès à l'université pour faciliter l'accès aux universités.
L'argument de division	Bureaucratie (administrations, relations, gens, entrepreneurs) Le programme (questionner l'énergie, la numérique, et l'investissement).
L'argument d'inclusion	La France, l'Allemagne (l'Europe).
L'argument par comparaison	L'Europe a une responsabilité et un rôle par rapport à la chine et par rapport aux Etats Unis.
L'argument par la définition	Les résultats étaient plutôt faibles : chômage, déficit public, manque de croissance.

Le lien causal	Il nous faut absolument arrêter d'opposer le changement climatique à la pratique, parce qu'on doit attirer les talents viendront là où c'est agréable de vivre.
L'argument par l'analyse	Enumération : ma première réponse, premièrement, deuxième pilier de cet agenda ou ce train de réformer, et puis .
L'argument de direction	Nous allons innover également dans l'économie. Nous allons maintenir et renforcer nos mécanismes.
Le dépassement	Nous au cours de ces derniers mois nous avons réduit comme des fonds de nombre de réglementation et nous avons diminué le nombre de l'approche bureaucratique.
Acte/personne	Président/acte J'ai réussi à gérer mieux que d'autres économies les inégalités
L'argument d'autorité	Les vices présidents de ce forum. C'est de parler de ces défis en France, en Europe. Les chefs d'état et de gouvernement. Angel Gurria
Acte/essence	Nous allons amincir la bureaucratie/nous avons réduit le nombre d'approches bureautiques, et la loi pour changer la relation entre l'administration et les entrepreneurs et les gens
L'argument par exemple	Nous avons décidé d'ériger la France en modèle, en exemple dans la lutte contre le changement climatique.
L'argument par l'illustration	Si vous regardez notre histoire, que de ne pas autoriser ce

	risque.
L'argument par modèle	Nous avons décidé d'ériger la France en modèle.
L'argument de métaphore	La stratégie verte (l'agriculture). On doit attirer les talents (les savants).

Les connecteurs :

Le président Emmanuel Macron, aussi dans son discours a beaucoup utilisé les connecteurs qui servent à l'argumentation et la conviction de l'autre comme :

Les connecteurs de cause : puisque, donc, parce que, alors, c'est-à-dire (93fois).

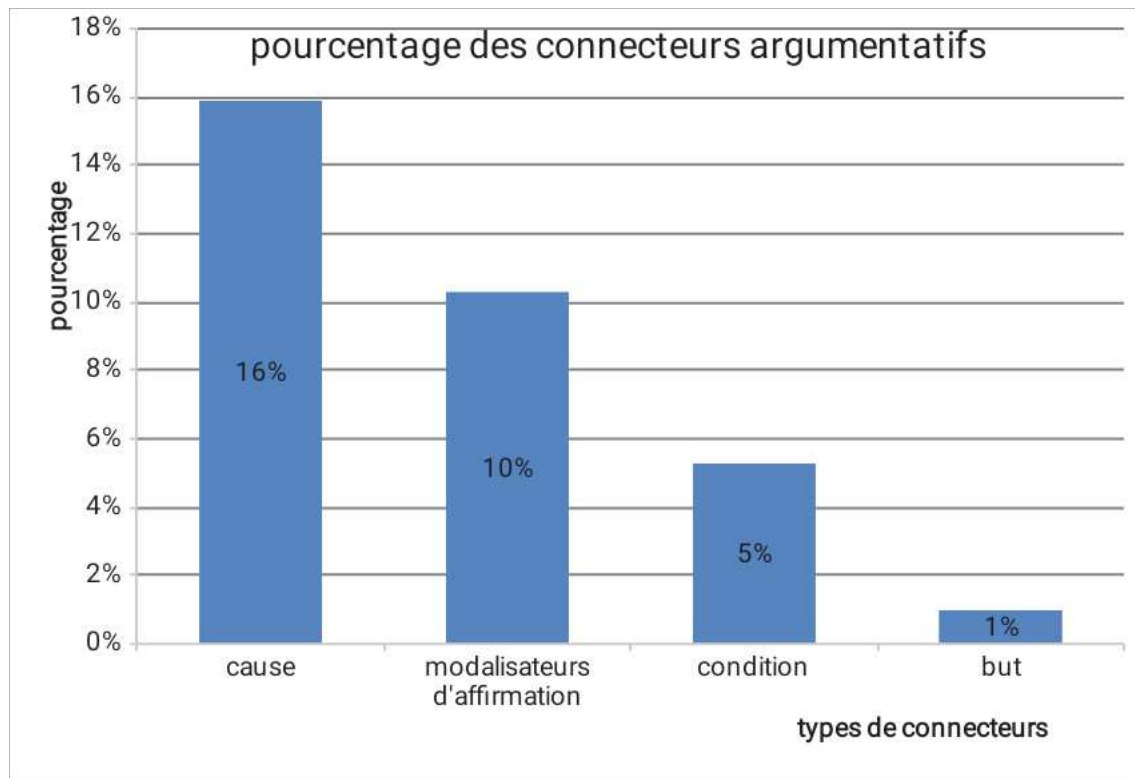
Les connecteurs de condition : en utilisant si 31 fois.

Les connecteurs de but : afin de (une fois) et pour que (5fois).

Ainsi que les modalisateurs d'affirmation : évidemment tout à fait, justement, d'ailleurs,

Aussi (77fois).

La graphique suivante montre le pourcentage de présence des ces connecteurs dans le discours d'Emmanuel Macron :



Aussi, on observe qu'il a utilisé des adjectifs objectifs tels que : capital, prochaine, définies.....etc.

Et la comparaison : comme, mieux que, par rapport au, en tant que, plus que, tel que (18fois).

A la veille de ce forum, le président veut construire une grande puissance économique et faire revenir la France à sa place mondiale, en se basant sur les connecteurs qui justifient et assurent sa parole et décision.

Macron est alors président de la République Française a largement utilisé les connecteurs de cause pour bien justifier ses décisions devant le public.

Il tente ici de convaincre cette assemblée de la nécessité de sortir de leurs politiques et démarches et s'occuper une nouvelle place dans les relations internationales.

Quels devraient la place et le rôle de la France dans le monde d'après Emmanuel Macron ?

Il est nécessaire de mettre fin au système politique actuel qui n'a rien effectuer, et

pour cela il faut mettre en œuvre :

Une nouvelle démarche, des nouvelles réformes, idées et comportements.

Cela permettrait à la France de jouer un rôle essentiel politique à la mesure de leur puissance économique. .

III.6.Les stratégies :

Le président Emmanuel Macron est explicite, spontané dans son discours parce qu'il a introduit son discours avec un titre, slogan qui résume le thème.

Son style est clair et simple.

-Nous trouvons que le président fait appel aux stratégies de légitimation, en évoquant le pronom « je » 136fois et le pronom « nous » 162fois.

- De Crédibilité : les modalisateurs d'affirmation (justement, tout à fait, évidemment ...).

-les stratégies d'attention comme la répétition :

La France 24 fois, l'Europe 23 et le monde 20fois.

En outre, il a utilisé la parole de décision.

1-Les stratégies de légitimation :

Ces stratégies visent à la construction d'une position d'autorité.

Le président français Emmanuel Macron éprouve le besoin de légitimer son discours, qu'il tente de construire une autorité institutionnelle.

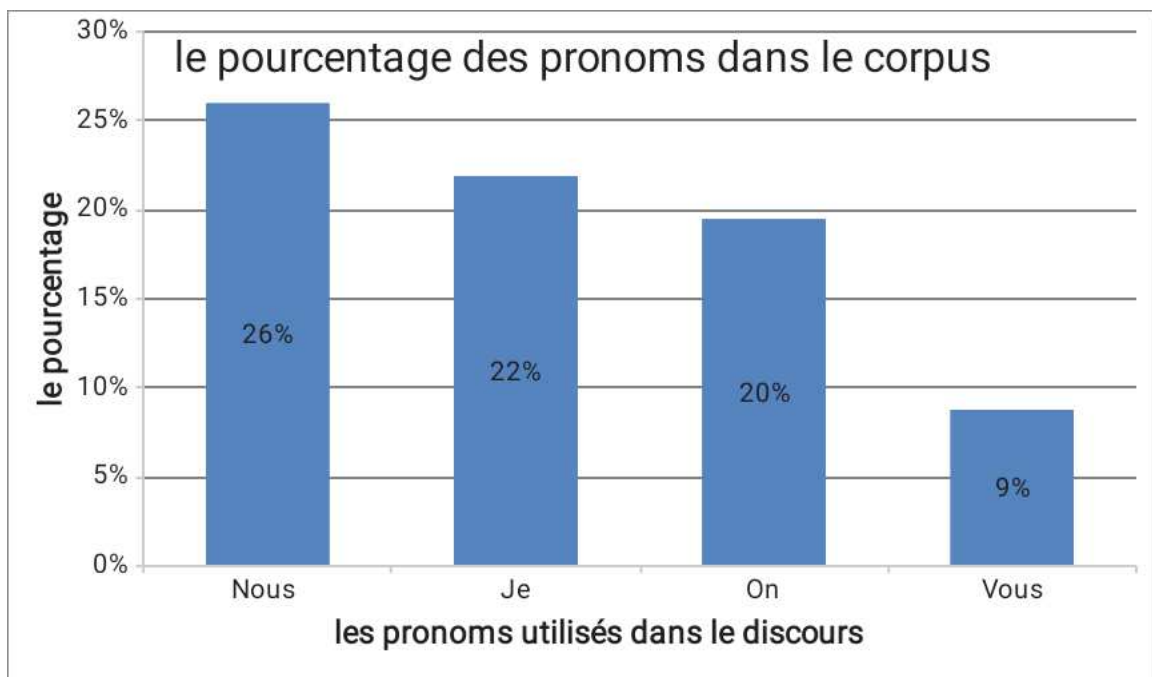
L'autoréférence se réfère à son statut et la recherche de la parenté idéologique (argument d'autorité), sont des procédés qui participent de la quête de légitimation.

C'est un président de la République française, parce qu'il a mentionné son autorité en s'exprimant :

« Je salue donc nos vice-présidentes, en même temps que les chefs d'État et de gouvernement »

-L'utilisation des pronoms « je » et « nous ».

Et la graphique ci-dessous résume les différents pronoms :



L'utilisation du pronom personnel « nous » par le président français exprime son adhésion et son équipe, qui travaillent à effectuer les projets et les nouvelles réformes.

Ainsi, l'utilisation du pronom « je », pour exprimer sa responsabilité et sa mobilisation pour faire sortir la France de crises et problème.

2-stratégies de crédibilité :

Visent à la construction d'une position de vérité, qui attribuera un caractère crédible au discours.

Le président se pose en évaluateur de son propre discours et on définit le degré de certitude :

« Alors une chose qui est certaine ici à Davos lorsque vous regardez par la fenêtre ».

« Dans ce bâtiment on a vraiment du mal à croire dans le réchauffement climatique ».

« Il nous faut vraiment réformer notre système éducatif ».

« C'est tout à fait nouveau parce que c'est facile de venir chez vous et vous dit j'ai changé le système fiscal pour cette année ».

« Il y a évidemment sur le plan fiscal un deuxième sujet très important » .

3-Les stratégies d'attention :

Le président Emmanuel Macron a utilisé la phrase d'ouverture « France is Back » « France est de retour » comme phrases servantes à attirer l'attention des auditeurs.

.Aussi il a utilisé des moyens linguistiques comme :

-les questions :

Pourquoi cette peur ?

Pourquoi ?

Qu'est-ce que cela veut dire ?

-L'exclamation :

« Parce qu'on doit attirer les talents et les talents viendront là où c'est agréable de vivre, ou la vie c'est agréable! »

-La répétition :

« Alors mon message et français de retour, la France est de retour au centre de l'Europe »

La grille d'analyse :

le thème	-Les nouvelles réformes et démarches en
----------	---

	France -Les futurs projets et collaborations.
les arguments	-Argument d'incompabilité -Argument d'identité -Argument de tautologie -Argument de division -Argument d'inclusion -Comparaison -Analogie -Définition -Argument par analyse -La direction -Le dépassement -Acte/personne -L'autorité -L'illustration -Exemple -Argument par modèle -Métaphore
Les stratégies	1-Légitimation : -pronom je 136fois -Pronom nous162fois

	2-Crédibilité 3-D'attention : -France 24fois -l'Europe 23fois -le monde 23fois -la France est de retour 3 fois
Visée (résultats)	-Manipulation

III.7. L'interprétation des résultats :

L'analyse des données de la présente recherche, révèle que le président Emmanuel Macron fait appel aux gens, vise à manipuler les gens à adopter ses décisions, à adhérer à ses projets et collaborer avec.

Ce qui confirme l'hypothèse de l'objectif de ce discours, parce qu'il cherche à attirer les gens, les talents, les investitures, les présidents à adopter ses nouvelles démarches, à investir en France et à collaborer pour résoudre les problèmes.

On constate que le président pour atteindre cet objectif de manipulation a utilisé plusieurs techniques argumentatives se basant sur les arguments à manipuler comme la définition l'analogie, l'argument par exemple, illustration, d'inclusion

on observe de plus, pour bien passer le message et faire les gens croire en ces propositions, il a adopté des stratégies de crédibilité pour montrer la réalité et la vérité , de légitimité pour bien convaincre les gens que ses décisions sont appropriées au président et les stratégies d'attention pour bien attirer le public présent .

Conclusion

Conclusion :

Notre travail concernant le discours du président Macron Emmanuel devant les présidents et les investisseurs à l'occasion de la Journée mondiale du Forum économique prononcé le mercredi 24 janvier 2018.

Nous pouvons avoir comme conclusion que son but, objectif est de manipuler et attirer les personnes vers l'investissement en France et la collaboration avec, pour atteindre à franchir les crises, les problèmes sociaux et économiques.

Le président Emmanuel Macron basé sur les arguments qui sont à la fois quasi logique pour montrer son raisonnement à analyser les sujets aussi les arguments basé sur le réel pour mettre des gens face à la vérité et montrer les problèmes confrontés dans les pays comme l'immigration, la pauvreté, les crises économiques et l'inégalité

De plus les arguments qui cherchent à fonder le réel pour bien changer, aussi il cherche à franchir les obstacles et vivre paisiblement.

Le président a bien relaté la réalité et ses projets futurs pour le développement de la France, il a utilisé les stratégies de crédibilité pour affirmer la vérité et celle de légitimation et l'attention.

Notre hypothèse est confirmée en ce sens dans le but de manipuler et attirer et faire passer un message.

Enfin le discours c'est un moyen de transmettre un message ou convaincre et persuader aussi c'est un accès à attirer les gens à notre conviction et manipuler pour avoir réaliser notre objectif

Bibliographie

Ouvrage :

Catherine Kerbrat-Orecchioni, Maurice Mouillard, Le discours politique, Ed Presses universitaires de Lyon 1984.

Chaïm Perelman, Olbrechts-Tyteca, Le traité de l'argumentation, Éd l'Université de Bruxelles 1970.

Michel Meyer, Qu'est ce que l'argumentation, Ed librairie philosophique J.VRIN 2005.

Perelman Chaïm, L'empire rhétorique, « rhétorique et argumentation », Ed librairie philosophique J.VRIN 2002.

Roland Schmetz, L'argumentation selon Perelman, Ed Presses universitaires de Namur Belgique 2000.

Ruth Amossy, l'argumentation dans le discours, Éd Armand Colin 2006.

Sites internet :

www.analyse-du-discours.com/l-analyse-du-discours

<http://www.etudes-litteraires.com/argumentation.php>

<http://www.elysee.fr/declaration/article/transcription-du-discours-du-president-de-la-republique-au-forum-economique-mondial-de-davos-suisse/> téléchargé le 28 /4/

Annexe

Merci beaucoup Professeur, cher Klaus.

Laissez-moi aussi saluer les vice-présidentes de ce Forum, puisque c'est le choix, je pense, heureux, fort que vous avez fait pour cette année et je salue donc nos vice-présidentes en même temps que les chefs d'État et de Gouvernement ici présents et tous les amis que nous avons dans la salle.

Vous avez parlé de la mondialisation et les paradoxes de cette mondialisation. Et lorsque vous arrivez ici, le paradoxe le plus important, c'est de parler de mondialisation dans un endroit qui est pratiquement isolé du reste du monde par la neige. Alors une chose qui est certaine ici, à Davos, lorsque vous regardez par la fenêtre, surtout lorsque vous arrivez ici, dans ce bâtiment, on a vraiment du mal à croire dans le réchauffement climatique. Heureusement et bien évidemment, vous n'avez invité aucun climato-sceptique cette année.

Vous avez décidé d'évoquer un certain nombre de défis aujourd'hui dans notre environnement et ma première réponse, c'est de parler de ces défis en France et en Europe. Je dois dire que nous avons déjà mis en place un certain nombre de mesures que je vais passer en revue pour vous et nous allons continuer avec la même force.

Mais ne soyons pas naïfs, la mondialisation connaît une crise aujourd'hui, une crise majeure. Et ce défi énorme requiert un effort collectif de la part d'organisations internationales, de la part d'États, d'entreprises, la société civile afin de trouver et de mettre en œuvre des solutions. C'est la raison pour laquelle il me semble que votre décision de choisir le sujet de cette année est tout à fait justifiée et la raison de ma présence ici, c'est un appel à l'action. J'en appelle à tous et à toutes ici, il faut passer à l'action.

La France a été profondément touchée par des changements structurels et son rapport avec la mondialisation, avec l'enjeu en général. Et je suis ici devant vous mais il y a quelques mois, je n'étais vraiment pas sûr de venir et j'ai dû me battre avec un parti nationaliste, pourquoi ? Parce que nous étions dans des craintes, dans des peurs vis-à-vis de la mondialisation dans mon propre pays. Pourquoi cette peur ? Parce qu'il n'y a pas eu les résultats escomptés, les résultats étaient plutôt faibles : chômage, déficit public, manque de croissance. Et d'ailleurs, nous n'avons pas

encore tout résolu. Et puis parce que certaines personnes ont quand même proposé aux Français de sortir tout simplement de la mondialisation.

Mais cette alternative, elle est proposée dans tous les pays et ceci me mène à la responsabilité qui est la nôtre, la responsabilité qui consiste à construire une France prospère, ouverte au monde, mais capable aussi de reconnaître et d'accepter et d'intégrer les laissés-pour-compte de la mondialisation.

Il faut pouvoir montrer qu'elle est plus équitable pour les classes moyennes. C'est le défi du « en même temps » que j'ai essayé d'articuler en France et qui fait débat en France à l'heure actuelle. La situation est très claire : il faut rendre la France plus compétitive, plus novatrice pour pouvoir financer justement un système juste. Rendre la France plus compétitive dans un cadre européen, voilà le but pour la France. Et permettez-moi de passer en revue les piliers de cette stratégie.

Tout d'abord, je voudrais parler du capital humain. Notre monde a changé et, aujourd'hui, il nous faut moins de bras et plus de cerveaux, il nous faut des personnes éduquées, formées. Les hommes et les femmes en France doivent pouvoir s'adapter au changement et doivent être formés de façon efficace. Donc nous avons commencé à mener à bien des réformes approfondies de notre système éducatif aujourd'hui, pas plus tard qu'aujourd'hui aussi, pour former, pour éduquer nos citoyens parce que lorsque l'on prend les classements – Angel GURRIA est avec nous –, je suis désolé des dernières années mais bon, en tout cas, nous avons chuté dans les classements.

Donc il nous faut vraiment réformer notre système éducatif, réformer aussi les règles qui régissent les accès à l'université pour faciliter l'accès aux universités. Et de façon plus générale, il s'agit maintenant de réfléchir à la manière dont on peut mieux investir dans ce système éducatif et mieux le réformer. En plus de cette réforme, nous réformerons également le système d'apprentissage et de formation professionnelle. Ce sont deux éléments qui sont vraiment cruciaux dans cette réforme de l'éducation. Pourquoi ? Parce que si on veut accompagner les gens dans ce changement mondial, il faut leur proposer quelque chose. Ces dernières années, à droite et à gauche, on expliquait aux gens : nous allons vous protéger du changement. Mais il nous faut parfois accélérer le changement ! Au contraire, nous devons être dans la réalité et donner la vraie protection, la vraie protection qui consiste justement

à former pour pouvoir permettre à ces gens d'avoir un travail.

Nous allons investir lourdement dans la formation et l'éducation et nous allons également simplifier et rendre plus efficace l'ensemble du système. En même temps, nous allons innover également dans l'économie et notamment par le biais de la recherche et le développement. Nous allons maintenir et renforcer nos mécanismes d'incitation fiscale et, en plus de cela, nous créerons un fonds de 10 milliards pour financer des programmes de recherche et d'innovation et notamment cette innovation perturbatrice. Et puis nous investirons aussi pour développer ces programmes d'innovation que nous allons lancer. Là aussi, nous nous concentrons sur la recherche et le capital humain.

Deuxième pilier de cet agenda ou ce train de réformes, ce sont l'investissement et le capital. Dans une économie comme la nôtre, vous la connaissez très bien, l'économie d'innovation et de compétences, il est bon d'avoir un système financier compétitif dont nous disposons en France, mais il est plus orienté vers les salaires que vers le capital. Il nous faut plus de capital, de fonds dans cet environnement pour financer les risques, les grandes innovations. Donc nous avons également adopté toute une série de réformes pour allouer nos épargnes dans cette direction ou à ce type de financement. Des négociations ont lieu en ce moment même à l'échelle européenne et mondiale pour justement davantage se concentrer sur des projets, des bons projets durables.

Des mesures concrètes viennent d'être adoptées pour faciliter ce type d'action. Donc nous avons réduit nos impôts aux entreprises : nous étions à 33 %, nous les avons considérablement réduits, les impôts. Une réforme aussi sur les profits sur le capital et d'autres mesures encore qui nous permettent de devenir plus compétitifs. Et tout cela pour quoi ? Pour finalement accélérer le redressement, accélérer la récupération de notre compétitivité et en réduisant les coûts du travail, nous renforçons aussi l'attractivité de la France. Donc nous allouons notre capital dans le financement de l'innovation, notamment dans les technologies perturbatrices, pour renforcer ce modèle.

Et puis troisième pilier, l'accélération et la souplesse. Dans un monde comme le nôtre, l'éducation et les nouveaux filets de sécurité sont essentiels pour protéger les gens mais il nous faut des structures beaucoup plus souples, des règles plus

souples aussi pour s'adapter au changement, pour pouvoir aider les entreprises de tout type – des grandes entreprises, des start-up –, les aider à changer de business model pour justement s'adapter au nouvel environnement. Et c'est pour cela qu'en été l'année dernière, nous avons adopté une réforme très importante de notre marché du travail dont la philosophie principale – et je résume fortement –, c'est d'aligner l'Allemagne à l'Allemagne et à l'Europe du Nord, moins de règles définies par la loi et beaucoup plus de règles définies par un consensus, tant au niveau des entreprises qu'au niveau des secteurs. Donc, une meilleure adaptation à l'environnement des entreprises. Et ça, c'est un changement énorme. Cela nous rend plus compétitifs et beaucoup plus productifs et je pense que c'est une réforme que nous attendions depuis longtemps.

Accélération et souplesse, c'est aussi, ça entraîne aussi toute une série de réformes microéconomiques sur le logement, l'énergie, les transports et ce pour réduire les coûts totaux pour les gens, améliorer la compétitivité et rendre notre économie plus rapide, plus efficace dans les secteurs critiques.

Quatrième pilier de cette stratégie, nous avons décidé d'ériger la France en modèle, en exemple dans la lutte contre le changement climatique. C'est un avantage en termes de compétitivité. Il nous faut absolument arrêter d'opposer le changement climatique à la productivité, pourquoi ? Parce qu'on doit attirer les talents et les talents viendront là où c'est agréable de vivre, là où la vie est agréable ! Je ne sais pas si je dois vraiment vous convaincre ou non mais en tout cas, il nous faut une stratégie orientée vers la lutte contre le changement climatique. Là aussi, nous avons adopté un certain nombre de mesures pour faire accélérer la stratégie verte et notamment pour ce qui est des émissions de CO2 et leur réduction, bien entendu.

Qu'est-ce que cela veut dire ? D'ici à 2021, nous serons débarrassés du charbon. Cela veut dire que nous allons lancer encore des programmes de recherche et de développement et nous avons déjà attiré des projets de recherche et des start-up nombreux, grâce au programme au programme de Make Our Planet Great Again et grâce à tous ces projets qui, maintenant, arrivent en France.

Et le cinquième pilier de cette stratégie nationale – et c'est le dernier, je vous rassure –, le cinquième pilier, c'est le changement culturel. Et pour moi, c'est aussi important que les réformes concrètes, les emprunts, etc. Ce changement culturel,

c'est la préférence à la simplification et à l'allégement administratif. La France est fameuse pour ses nombreux règlements et son droit fiscal très compliqué. Et pourquoi ? Parce que nous avons, j'ai réussi à gérer mieux que d'autres économies les inégalités. Mais par contre, nous n'avons pas évité les inégalités, nous les avons corrigées par une énorme complexité et ces corrections, fondamentalement ou définitivement, ont affaibli notre compétitivité.

Donc nous allons avoir une stratégie pour éviter les inégalités, j'y reviendrai plus tard, mais en même temps, nous allons simplifier les processus, nous allons amincir la bureaucratie et la simplifier avant tout. Nous avons pris toute une série de mesures concrètes pour lancer cette nouvelle structure d'esprit, cette nouvelle culture. Au cours des six derniers mois, nous avons réduit comme des fous le nombre de réglementations et nous avons diminué le nombre d'approches bureaucratiques et nous avons maintenant passé une loi pour changer complètement les relations entre l'administration et les entrepreneurs et les gens.

Ensuite, la visibilité. Nous devons garantir la stabilité aux gens, les entrepreneurs, les citoyens, les investisseurs. Toutes les réformes que j'ai mentionnées sur les impôts et les taxes visent à simplifier et nous avons adopté une stratégie quinquennale sur la fiscalité. C'est tout à fait nouveau parce que c'est facile de venir chez vous et de vous dire : j'ai changé le système fiscal pour cette année et l'année prochaine, je change encore. Parce que l'imprévisibilité est tout à fait contreproductive. Donc la visibilité, c'est important. Voilà la stratégie, c'est une stratégie sur cinq ans et nous n'allons pas changer pendant cinq ans, c'est tout. Donc c'est mon engagement et c'est l'engagement de ma gouvernance.

Troisième point très important, c'est le risque. Voilà un point donc du changement de culture. Donc, en France, j'ai toujours dit que c'était interdit d'échouer mais c'était aussi interdit d'avoir du succès et de réussir. Alors vous voyez que la marge est relativement réduite et vous n'avez pas beaucoup de marge de manœuvre. Aujourd'hui, il devrait être plus facile d'échouer, c'est-à-dire de prendre des risques. Donc, pour réduire le coût de l'échec, pour que les gens reviennent et recommencent et pour faciliter la réussite et pour autoriser la réussite, donc nous avons décidé d'avoir une autre relation par rapport au risque. Si vous prenez un risque, il faut être récompensé et si vous échouez, eh bien il faut que ce soit autorisé d'échouer. Voilà le changement d'esprit, le changement de culture que nous essayons d'installer en

France parce que la France, c'est une nation d'entrepreneurs, c'est une nation de gens qui adorent le risque et c'était une grosse erreur, si vous regardez notre Histoire, que de ne pas autoriser ce risque et de ne pas lui donner suffisamment de marge.

Alors mon message, c'est : la France est de retour. La France est de retour au centre de l'Europe parce que nous n'aurons jamais de réussite française sans la réussite européenne. Et pour moi, toutes ces initiatives et toutes ces réformes ont une contrepartie, c'est la stratégie européenne. Et je vois beaucoup de dirigeants européens ici présents et ce sont de chers amis et, tous ensemble, nous travaillons d'arrache-pied pour que cette stratégie commune se réalise.

Je sais qu'Angela MERKEL vous a déjà communiqué cette vision il y a quelques heures et nous travaillons en étroite collaboration à cet égard. Mais je voudrais simplement en résumé que vous croyiez que la stratégie fondamentale pour moi au cours de l'année qui vient et aussi au cours de l'année que nous vivons actuellement, c'est de refondre l'Europe, préparer les questions sur l'énergie, le numérique, la migration et l'investissement. Ça, ce sont quatre sujets sur le programme 2018 mais cette année va être l'année où il va falloir que nous élaborions la stratégie sur 10 ans pour l'Europe parce que, dans l'environnement actuel, l'Europe a une responsabilité et un rôle par rapport à la Chine et par rapport aux États-Unis parce que notre vision, notre ADN de relation entre la liberté, la justice, l'équité, les droits individuels, c'est tout à fait unique et nous avons cet équilibre entre ces valeurs en Europe.

Aux États-Unis, il y a une très forte préférence vis-à-vis de la liberté, mais l'approche vis-à-vis de l'équité est très différente. En Chine, il y a une aspiration encore différente. Mais c'est cette synthèse entre ces quatre valeurs qui sont à la base de notre approche multilatérale et de la mondialisation. Ceci a été fait en Europe et, en Europe, nous avons besoin d'une Europe plus forte pour être intégrés, insérés dans le monde, dans la mondialisation de notre planète. Et mon avis, c'est que nous devons redessiner une stratégie sur 10 ans, pas une stratégie comme ça de 24 heures, non non, une stratégie pour l'aspect économique, social, pour le vert, pour la science et pour la politique. Il faut une nouvelle stratégie de puissance européenne dans ces domaines et il faut pour cela davantage d'ambition pour que nous ayons une Europe plus souveraine, plus unie et plus démocratique.

Et pour la migration, le numérique, l'énergie, la défense, le développement, les

finances, les investissements, le cœur de ce qui nous rend souverains dans cet environnement sera la construction d'une politique commune.

Je ne suis pas naïf, nous n'allons jamais construire quelque chose de suffisamment ambitieux à 27 et, honnêtement, je ne veux pas dire que c'est impossible à 27, non, je dirais simplement que nous devons bien sûr commencer notre travail à 27. Mais il faut plus d'ambition, il faut une sorte d'avant-garde de l'Europe pour réaliser quelque chose dans ces domaines critiques que j'ai mentionnés. Nous ne devons pas attendre que tout le monde soit aussi autour de la table pour avancer.

Donc, si certains sont prêts à être plus ambitieux et à aller de l'avant dans ce qui nous rendra souverains dans cet environnement pour défendre nos valeurs et nos intérêts, avançons ! Et là, nous sommes ouverts, la porte et la fenêtre sont toujours ouvertes. Mais ceux qui ne veulent pas avancer ne doit pas pouvoir bloquer ceux qui sont ambitieux dans la salle car je pense que cette ambition, c'est l'ambition qui permettra à notre euro zone de devenir plus forte, plus équitable, plus ambitieuse et plus capable de transmettre un message cohérent à propos de ce que nous voulons réaliser dans cet environnement.

En septembre dernier, j'avais fait un grand discours à ce sujet, nous avons beaucoup travaillé, mais j'espère, avec mes amis qui se trouvent dans cette salle, pouvoir élaborer ensemble pour la fin de cette année cette stratégie commune pour les 10 prochaines années pour donner à nos populations et au reste du monde une visibilité de ce qu'est l'Europe, c'est-à-dire une nouvelle puissance capable de coopérer avec lui.

Parce que, mes amis, je veux ici toutefois vous faire un aveu, si je souhaite que la France trouve pleinement sa place dans la compétition mondiale et si je pense que la condition, c'est que l'Europe, justement, soit plus forte et réussisse à trouver une nouvelle ambition, ça n'est pas une finalité en soi. La croissance économique, ça n'est pas une finalité en soi et on s'est, je pense, souvent trompé, parfois encore récemment, dans les discours qu'on tenait en disant : vous allez voir, tous nos sujets vont s'arranger, parce qu'on va avoir de la croissance.

Nous, on peut avoir un ou deux points de croissance en plus, c'est notre bataille, mais ça ne règle pas tous les sujets et la croissance économique, ça n'est pas une

fin, ça reste un moyen. Et j'irais même plus loin, cette recherche de croissance économique nous a parfois fait oublier ce que les peuples sont prêts à accepter pour l'obtenir. La crise de la mondialisation qu'on est en train de vivre aujourd'hui, elle est liée à ça. Le monde, il est fragmenté par une série de phénomènes économiques, géopolitiques nouveaux et qu'on pouvait pour certains anticiper, qui sont liés à ce divorce.

D'abord, on a pensé ou on a fait croire que la croissance, ça concernait tout le monde, on disait : plus on aura de croissance, tous les problèmes vont s'arranger dans les pays émergents, les pays intermédiaires ou les économies développées. Ça n'est pas vrai parce que cette croissance, elle est structurellement de moins en moins juste. Toutes les revues internationales le montrent, que ça soit des institutions multinationales, des ONG, il y a une concentration sur les 1 % les plus riches qui se fait à chaque fois. C'est lié à quoi ? La financiarisation de cette mondialisation qui a favorisé un effet de concentration et les nouvelles technologies, cette économie de l'innovation et de la compétence que j'évoquais, parce que c'est une économie de super stars. Elle favorise les gens très talentueux et elle se concentre chez les gens les plus talentueux.

La réponse, on ne peut pas l'apporter dans chaque pays avec un système de taxes, sauf à être très coordonnés entre nous tous parce que sinon les talents s'en vont. Je peux vous dire, on a très bien testé cette méthode. Elle ne marche pas en non-coopératif et en non-coordonné ! Ça, ce n'est pas une bonne idée. Par contre, ne pas avoir de réponse du tout, ce n'est pas une bonne idée sur ce sujet. Ensuite, on nous dit : on est dans un monde formidable, les distances se raccourcissent, on est dans un monde où tout s'accélère, mais dans nos sociétés, tout se refracture.

On a des sociétés faites aujourd'hui de nomades qui bénéficient formidablement de la mondialisation et dont la vie, le quotidien, le destin est plus proche de gens qui sont à Bombay, à San Francisco que de leurs voisins de palier. Ça crée un vrai risque dans la démocratie parce que ça désaligne les intérêts, les sujets et ce qui fait le consensus démocratique et c'est devant nous. Et nous, on réfléchit ici de ces enjeux mais à quelques dizaines de kilomètres d'ici, on a des gens qui croient fermement que la solution, c'est la sortie de la globalisation et on a de plus en plus de gens qui sont convaincus que c'est la bonne option.

Alors, une fois que j'ai dit ça, ça veut dire que nous avons un défi qui n'est pas mince. Ce défi, ce n'est pas celui que des gouvernements. D'abord, les gouvernements, les États, depuis quelques années, je pense, vont dans le mauvais sens face à ces défis. Il y a les défis démocratiques que j'évoque. Beaucoup de gouvernements sont tentés de répondre par une approche nationaliste : vous avez raison, tout ça ne va pas, on referme les frontières. Ensuite, les défis qui font peur – les grandes migrations, le terrorisme, les grands changements technologiques –, ce sont des défis qui imposent une coordination internationale. Je l'évoquais au moins pour l'Europe mais plus large encore que l'Europe, si nous ne sommes pas en situation de coopérer, on ne saura pas les régler et on cherchera toujours à avoir nos avantages comparatifs. Et la recherche de l'avantage comparatif fait qu'on est toujours tiré vers le bas. C'est la course vers le point le plus bas sur tous ces sujets.

Et donc, cette course non coopérative nous empêche au fond de répondre à ces peurs et à ce qui tient nos nations ensemble. Et les États ont été dans le mauvais sens parce qu'on a plutôt fragilisé le multilatéralisme face à tout cela ces derniers temps. Et qu'il s'agisse de l'ONU, du FMI, de l'OMC, on a eu de plus en plus de gens qui ont attaqué ces institutions en disant : « Nous, on reprend en quelque sorte nos droits, on a notre propre approche, on crée des systèmes alternatifs. » Ne nous trompons pas, toutes ces structures sont nées de ce que le professeur vient de rappeler, cette période de l'Histoire où on a vu ce à quoi conduisait l'approche non coopérative entre les gouvernements lorsqu'il y avait des grandes peurs séculaires. Et depuis quelques années, nous avons été sur ce sujet dans le mauvais sens.

Nous avons été aussi, quand on regarde le droit social, le fiscal, tous les sujets qui, en quelque sorte, fondaient le cœur d'un État, dans un sens très non coopératif et dans un affaiblissement continu. J'expliquais il y a un instant ce que je fais pour la France. La France avait, était en quelque sorte très décalée par rapport au reste de l'Europe, elle était très au-dessus sur tous ces sujets de la moyenne européenne. Mais quand je regarde la dynamique actuelle dans le monde, on a une dynamique qui, sur les sujets fiscaux ou les sujets sociaux, est en train de continuer à expliquer aux gens : les amis, la bonne réponse, c'est d'en faire toujours moins ! La meilleure réponse, c'est de baisser nos impôts ! Il n'y a pas de limite ! Race to the bottom !

Sur le social, c'est pareil. Si nous ne définissons pas un standard de coopération internationale, jamais on n'arrivera à convaincre les classes moyennes, les classes

laborieuses, que la mondialisation est bonne pour elles ! Ce n'est pas vrai ! Ce n'est pas vrai ! Sur le commerce, nous revenons vers, là aussi, des stratégies qui sont non coopératives, vers plus de protectionnisme, vers la fragmentation de ce que l'OMC a fait, la menace de certains accords régionaux qui était très structurante et on détricote ce que la mondialisation avait pu mettre en place. Et sur le climat, beaucoup étaient avec moi le 12 décembre dernier à Paris, nous ne sommes pas à la hauteur de ce à quoi nous nous sommes nous-mêmes engagés, c'est-à-dire on est en train de perdre la bataille. 2020, ce n'est pas un rendez-vous pour une nouvelle conférence. Si on n'a pas délivré des actions concrètes, il ne faudra pas expliquer aux gens qu'ils sont de plus en plus vulnérables, on aura tout fait en pleine conscience pour le faire !

Donc, sur tous ces sujets, qui sont des sujets, je dirais qu'on connaît bien et sur lesquels on a su s'organiser, on a désagréé l'organisation internationale, on l'a affaiblie. Et à ça, s'ajoutent des nouveaux sujets que nous n'avions pas vus : l'urbanisation accélérée, les grandes migrations et le changement technologique que vous avez parfaitement explicité. Et chacun est porteur de nouvelles inégalités, de nouveaux changements qui font très peur aux gens et qu'on ne pense là aussi trop souvent que de manière non coopérative. On n'a pas mis en place l'organisation mondiale qui nous permet de penser toutes les conséquences de ces changements technologiques, de l'intelligence artificielle, par exemple, ou du big data. On a une stratégie aujourd'hui mondiale totalement non coopérative sur ces sujets !

En Europe, on n'a pas encore de vraie stratégie ; aux États-Unis, il y a une stratégie qui est laissée à des grands acteurs privés que nous aimons tous et que nous utilisons tous au quotidien dans nos devices ou nos plateformes Internet, mais qui ont privatisé cet enjeu avec tout ce que ça a emporté de rapport aux libertés individuelles et au secret ; et en Chine, l'enjeu, il est géré de manière totalement publique avec un contrôle des données qui est fait selon d'autres standards que nous cherchons, nous. Mais on n'a jamais d'approche multilatérale sur ce sujet qui va détruire des millions d'emplois, changer les règles de la vie privée et donc construire le rapport au monde de nos citoyens. Mais demain, il changera la médecine, la connaissance que j'ai sur vous en termes justement de capacité à être soigné et même la solidarité nationale !

Tout ça pour dire – et je ne veux pas dégrader le tableau –, mais que ces

changements technologiques, on fait tout pour les encourager chez nous, mais on ne fait pas attention et si on n'en pense pas le cadre, SCHUMPETER va très rapidement ressembler à DARWIN et vivre dans un monde totalement darwinien n'est pas bon. Ce n'est surtout pas bon pour nos peuples et pour toutes celles et ceux qui, en démocratie à la fin, décident de ça.

Face à toutes ces réalités et ces transformations, et je veux finir là-dessus, quels sont nos défis et comment y répondre ? Et au-delà de ce que nous faisons dans nos pays, de ce qui est nécessaire à faire pour l'Europe, nous avons quand même à retrouver, me semble-t-il, une forme de cadre, de grammaire du bien commun. On a des biens communs et ces biens communs sont mondiaux aujourd'hui, c'est le développement économique durable, l'environnement, la santé, l'éducation, la sécurité et la cohésion sociale, les droits de l'homme, et ces biens communs on ne peut jamais décider d'y renoncer. Et on doit dans nos stratégies et nos approches réussir à les articuler et à créer les bons forums pour recréer parfois de la régulation sur ces biens communs de manière coopérative.

Je dis ça pour les gouvernements mais je le dis aussi pour le secteur privé, personne ne pourra me suspecter de ne pas être "business friendly", personne ne pourra me reprocher de ne pas avoir une approche favorable à l'ouverture, au développement économique. Mais je vous le dis très franchement ici, cette approche doit avoir des résultats, ça c'est en quelque sorte monjob, celui du gouvernement et je l'espère de toutes celles et ceux qui dans le secteur privé viendront parce qu'ils ont confiance et permettront de créer des emplois et de se développer.

Même dans mon pays si je ne redonne pas un sens à cette mondialisation, si je n'arrive pas expliquer aux gens qu'elle est bonne pour eux et qu'elle sert à traiter les problèmes du quotidien et qu'ils y ont leur place, dans cinq ans, dans 10 ans, dans 15 ans ce seront les nationalistes, les extrêmes, ceux qui proposent de sortir de ce système qui gagneront et ce sera vrai dans chaque pays ! Et donc on ne peut pas simplement être là à trembler en disant « c'est affreux » quand des nationalistes, des extrêmes ou des gens qui parfois portent des messages terroristes ou de repli sur soi dans certains autres pays gagnent ! Non, le défi est maintenant chez nous et la question est de savoir si on sait refonder un vrai contrat mondial et un vrai contrat qui n'est pas que celui des gouvernements.

Je vous le dis très franchement, si la part de ce contrat n'est pas intégrée dans le modèle des investisseurs, dans le modèle des banques, dans le modèle des entrepreneurs, si chacune et chacun ne considère pas qu'il a une part de ce contrat mondial à porter ça ne marchera pas parce qu'il y aura toujours quelqu'un qui sera tenté d'avoir une stratégie non coopérative, parce qu'il y aura en quelque sorte toujours une prime au free-riding. Et l'ennemi du bien commun c'est le passager clandestin et aujourd'hui nous sommes en train de tomber dans une situation où dans notre mondialisation une majorité de puissances sont en train de devenir des passagers clandestins des biens communs, c'est ça la situation que nous vivons aujourd'hui.

Ce nouveau contrat mondial, je pense qu'il faut qu'on le fonde autour de trois engagements : le devoir d'investir, le devoir de partager et le devoir de protéger. Je suis sans doute pas exhaustif, je ne serai pas complet aujourd'hui, j'oublierai plein de sujets parce que je ne veux pas être excessivement long, mais je veux vous dire deux mots de chacun de ces devoirs. Le devoir d'investir c'est celui d'investir pour les États mais aussi le secteur privé dans les biens communs que je viens de rappeler, la santé en particulier, mais il y en a un sur lequel aujourd'hui nous ne sommes pas au rendez-vous c'est l'éducation.

Je l'ai évoqué pour la stratégie française, nous devons le faire aussi en Europe, mais c'est vrai sur toute la planète et en particulier dans les continents les plus en difficulté. Dans le monde on a aujourd'hui 750 millions d'adultes dont deux tiers de femmes qui ne possèdent pas les compétences d'alphabétisation de base et donc si on a une priorité en termes d'investissements c'est investir dans l'éducation des jeunes filles. Parce que partout où on n'investit pas dans l'éducation il n'y aura pas de croissance dans le pays, ça veut dire qu'on continue à avoir une stratégie prédatrice d'investissements dans le pays où nous sommes en tant qu'investisseurs étrangers.

Et s'il n'y a pas d'investissements pour les jeunes filles il n'y aura pas d'égalité homme-femme, il n'y aura pas de place pour les femmes et bien souvent dans les sociétés les plus difficiles sur le plan culturel, parfois le plan religieux et le plan économique la solution est chez les femmes et c'est elles qui la construisent. Et le choix de certains pays d'ailleurs de régresser dans l'éducation des jeunes filles c'est un choix assumé dans certains endroits face auquel nous ne pouvons pas nous taire ! Et donc face à cela nous on doit investir massivement. En Afrique, en 2015 il y a plus

de 101 millions d'enfants qui étaient non scolarisés dont 53 millions de filles.

Alors la semaine prochaine je serai avec le président Macky SALL, nous allons œuvrer pour reconstituer le partenariat mondial pour l'éducation, c'est fondamental que tous les États ici présents puissent s'engager fortement. Mais j'aimerais aussi, ce qui n'a jamais été fait, que les investisseurs et les entreprises s'engagent, quand vous investissez un euro en Afrique investissez un euro dans l'éducation des jeunes filles ! Sinon ça veut dire que vous investissez pour le court terme parce que quand vous allez ouvrir une mine, une infrastructure de transport, c'est formidable, généralement d'ailleurs les États vous aident, vous garantissent, il y a plein de financements à la clé pour vous aider à faire ça, mais faites aussi quelque chose qui stabilise vraiment le pays maintenant.

Et donc il doit y avoir autour de l'éducation et de l'investissement dans l'éducation un vrai contrat public-privé en la matière, c'est une réponse absolument fondamentale. Et plus largement, vous l'avez compris, investir dans le développement, avoir une stratégie de développement beaucoup plus ambitieuse que celle que nous avons collectivement aujourd'hui est indispensable si nous voulons éviter cette fragmentation du monde.

Le deuxième devoir c'est partager, le partage de la valeur c'est un débat plus vieux que nous et qui a toujours irrigué le capitalisme. Mais il y a une crise du capitalisme contemporain, c'est qu'en se mondialisant parce qu'il est devenu un capitalisme, je le disais, de superstars et financiarisé, il faut bien le dire, la répartition de la valeur ajoutée n'est plus juste. Alors on regarde parfois en disant « elle ne s'est pas tant déformée que ça » mais parce qu'on oublie de regarder les superstars du côté de la rémunération du travail ! Et donc on doit mettre en place des vrais mécanismes de partage de la valeur ajoutée. Moi je crois très profondément dans la généralisation des systèmes d'intéressement et de responsabilité sociale et environnementale.

Vous avez compris, je ne crois pas que la réponse soit dans la taxe dans un État mais plus les entreprises généraliseront la responsabilité sociale et environnementale et donc décideront de débattre dans l'entreprise de la juste répartition des fruits de la croissance et de la réussite quand elle est là. Plus dans les mécanismes d'investissement et les critères d'investissement on aura justement une surveillance de la répartition de la valeur au sein de l'entreprise, ce qui fait d'ailleurs

qu'elle se tient dans la durée, plus on construira un vrai capitalisme durable en termes de partage.

Il ne faut pas se tromper sur ce sujet, les entreprises dans la salle qui durent depuis bien longtemps ce sont celles qui ont des stratégies de répartition de la valeur, qui ont des vraies stratégies d'intéressement des salariés, beaucoup plus que d'autres. Et donc là-dessus je crois très profondément que la solution est du côté des entreprises et des investisseurs en ayant justement cette plus grande égalité. Et quand je parle d'égalité du partage de la valeur dans l'entreprise il faut aussi parler de l'égalité femme-homme. Nous avons lancé en France une stratégie en la matière pour combler le gap des inégalités salariales dans le quinquennat. Nous prenons avec le World Economic Forum une initiative pour justement mettre en place des indicateurs et je pense que c'est très important d'avoir plus de visibilité en la matière dans le secteur privé et je veux saluer votre engagement très fort sur ce sujet. Mais je pense aussi que nous devons collectivement aller plus loin et je veux ici saluer les engagements pris par Justin TRUDEAU pour le G7 et qui a décidé de mettre ce sujet au cœur du G7 qu'accueillera le Canada cette année et je veux ici lui redire mon plein soutien.

Si on veut aussi mieux partager la valeur il faut le faire entre tous les secteurs et il y a un sujet fondamental que j'ai esquissé ou évoqué en creux en parlant des défis du monde contemporain, c'est le sujet fiscal. Si on veut mieux partager la valeur et si on veut mieux partager le financement des biens communs dans le monde actuel on doit avoir une stratégie fiscale beaucoup plus coordonnée au niveau international. Le « rest to the bottom » c'est la mort du financement des biens communs et le moindre partage. Et donc là on a vraiment un travail collectif à faire pour ne pas partir dans le mauvais sens.

L'OCDE a fait un très gros travail sur ce sujet qui a permis l'érosion des bases fiscales et du partage des profits, l'initiative BEPS, d'avancer. On a signé un traité multilatéral, la France est en train d'engager la procédure de ratification, il est fondamental, moi j'invite vraiment fortement les États-Unis et la Chine à entrer dans ce traité. On ne le fera pas vivre si les États-Unis et la Chine ne sont pas dedans, il n'y a pas de vrai discours sur la mondialisation si ces deux grandes puissances ne sont pas dedans, allez-y. Parce que c'est le vrai accord de partenariat sur ce sujet pour éviter l'érosion des bases fiscales, c'est la décision qu'on a un cadre pacifique de

coopération fiscale qui évite les stratégies d'optimisation des groupes, des entreprises, et la moralité, il faut bien le dire, dans la façon de faire des profits.

Là-dessus, je le dis très franchement, si vous croyez tout ce que vous avez entendu ou les choses qui vous semblaient pertinentes ou tout ce que vous avez pu dire durant ces jours à Davos, alors vous ne pouvez pas faire d'optimisation fiscale comme elle est faite aujourd'hui et vous devez participer à cette lutte. Parce que ça veut juste dire je considère que mon secteur, mon business doit financer les biens communs parce qu'on est dans un monde où il faut financer les biens communs. Et donc sur ce sujet on doit savoir renoncer à l'optimisation fiscale à tous crins et je souhaite qu'on puisse aller beaucoup plus loin en la matière.

Il y a évidemment sur le plan fiscal, un deuxième sujet très important qui est de savoir comment on a une vraie taxation sur le plan mondial du numérique. Les grands acteurs du numérique sont des acteurs fondamentaux pour nos sociétés, pour l'innovation et moi je les ai toujours accueillis, chacun d'entre nous veut les avoir dans son pays, veut les développer, donc ne soyons pas hypocrites ! Mais dans le même temps il y a une double injustice, je ne sais pas dire à une start-up dans mon pays « tu va devenir un champion » quand les grands champions internationaux eux ne paient pas d'impôts dans mon pays et que lui paie tous les impôts. Et je ne sais pas dire c'est formidable la disruption, le changement technologique quand ces champions du numérique créent des changements que je veux accompagner et faire advenir mais que lui ne paie pas d'impôts et que celui qu'il disruptive dans son modèle d'affaires en paie, la TVA, l'impôt sur les sociétés et le reste, « it is not fair model », c'est évident !

Donc on doit mettre fin à ce système qui est injuste et il faut le faire tous ensemble pour ne pas avoir peur que ça enlève de la compétitivité à l'un ou à l'autre parce qu'évidemment comme nous ne nous sommes pas organisés au début on a créé des hubs d'attractivité fiscale ! Et il faut le faire de manière très détendue mais en disant juste c'est un bien commun de la planète et c'est juste parce que les grands acteurs du numérique provoquent des disruptions, ces disruptions vont détruire des millions d'emplois dans le monde, nous allons devoir reformer ces millions de personnes. C'est un bien commun l'éducation, je l'ai dit, on le paie. Si ceux qui détruisent ces emplois n'aident pas au financement de la reformation y compris pour aller vers leur secteur moi je ne sais pas l'expliquer aux classes moyennes et

aux classes laborieuses et je pense vous non plus. Donc on doit trouver le bon cadre de coopération fiscale, moi j'espère qu'en Europe on le trouvera cette année, j'espère que l'OCDE le trouvera cette année et qu'on pourra avoir la coopération internationale sur ce sujet absolument fondamental.

Avoir cette coopération et mieux partager ça veut dire aussi retrouver la vitalité de notre coopération sur le plan financier, commercial tel qu'on a pu l'avoir après la crise de 2008, 2010 et tel qu'on l'a un peu perdue. Et là-dessus je veux lancer quelques idées, quelques propositions, moi je suis favorable à ce que le FMI ait le mandat de surveiller la totalité du système financier international dont des pans entiers échappent à la régulation. On a construit le FMI, il a acquis sa légitimité, il regarde des États, une partie du système financier, mais il ne regarde pas les acteurs les plus dérégulés et les plus dérégulateurs de tout le système ! Le bitcoin, les monnaies virtuelles, le shadow banking, tous les plus agressifs sur les marchés financiers, ceux qui peuvent créer des crises financières, déréguler des systèmes, c'est bien fait, on a dit « ça on ne le met pas dans le FMI ».

Nous devons lancer cette discussion, je souhaite qu'on puisse la lancer dans le cadre du G20, je vois notre ami argentin, le Président MACRI, en fin de semaine à Paris, je sais le leadership qu'il veut donner dans le cadre du G20 à l'Argentine et là-dessus le FSB aura un rôle absolument fondamental à jouer et je souhaite qu'on continue sur cet agenda pour donner justement plus de place à cette régulation.

On doit aussi penser la régulation sur le plan des principes des grands acteurs internationaux du numérique et des innovations. Il y a des déstabilisations financières telles que je viens de l'évoquer mais il y a aussi des déstabilisations dans nos sociétés liées à l'innovation technologique. On n'a aujourd'hui pas le cadre pour les penser, à quel moment on va décider de stopper des innovations parce qu'il faudra le faire à un moment donné. A quel moment on va dire l'intelligence artificielle on met une ligne rouge parce que ça disrute pour le coup non pas des vieux systèmes productifs mais notre rapport à la liberté individuelle, au respect des droits privés, parce que ça met en cause l'intégrité de l'humain et du vivant, il y a des sujets philosophiques et de principe qu'on va se poser.

Il faut qu'on ait le cadre de coopération internationale pour le limiter, pour favoriser l'innovation technologique et aider les grandes plateformes Internet,

continuer à développer nos startups et l'innovation mais pouvoir décider des principes qui ne peuvent pas être décidés par des acteurs économiques mais par les États. Je souhaite que nous puissions avoir là aussi une discussion au G20 qui est absolument fondamentale.

Enfin, le dernier défi il est de protéger, protéger en matière sociale, climatique et de lutte contre le terrorisme. C'est un devoir si on veut tenir la mondialisation et ça montre aussi l'importance des États sur certains de ces défis et retour des États. On a pensé pendant des décennies, c'était très à la mode de dire c'est la fin des États, il n'y a plus que les acteurs privés, pour faire face à ces défis il faut des États et une coopération internationale.

Sur le sujet social on doit arrêter cette tendance à détricoter notre droit social pour ajuster la mondialisation et là aussi je souhaite qu'on puisse avoir une discussion au G20 pour qu'il y ait dans le monitoring entre autre fait par le FMI et les grandes instances une surveillance des réformes nationales en faveur de la cohésion sociale, qu'il puisse y avoir un accompagnement aussi de ces sujets, que nous-mêmes en Europe lorsqu'on apporte une aide en particulier dans les mécanismes de cohésion on regarde la convergence sociale, qu'on ait une critérisation de nos mécanismes pour surveiller la convergence sociale entre nos pays. Et qu'on arrête d'être complètement paradoxaux en disant cela dans les enceintes internationales mais parfois en demandant à des pays, les mêmes, de détricoter leur droit social pour pouvoir ajuster les choses à un niveau qui devient sous-optimal et qui ne permet pas la protection minimale pleinement requise. Et donc sur le sujet social je souhaite qu'on puisse là aussi retrouver une vitalité du dialogue entre l'OIT, le FMI et réussir à mettre en place de tels critères.

Sur le climat, on a dit beaucoup de choses, nous nous sommes beaucoup engagés mais nos actes ne sont pas encore à la hauteur de ces engagements. Je veux ici saluer l'engagement fort de la Chine qui a constamment maintenu justement sa présence dans l'Accord de Paris, a annoncé la mise en place d'un marché carbone, ce qui est un élément fondamental de notre action commune en la matière. Je veux saluer l'engagement de l'Inde, le Premier ministre MODI a ouvert ce forum, pour l'Alliance solaire internationale il a joué un rôle fondamental et là aussi c'est un élément de transition essentiel.

Mais nous devons maintenant avoir les actes conformes aux Accords de Paris. Qu'est-ce que ça veut dire collectivement ? Un, l'Union européenne doit aller un cran plus loin et décider d'un prix plancher du CO2. Si nous ne savons pas le faire dans les mois qui viennent nous ne serons pas crédibles, nous avons mis en place un marché carbone, on doit accélérer la transition pour nos acteurs et donc avoir un prix minimum du CO2 et réussir à changer le modèle de production en Europe pour qu'il soit cohérent avec ces engagements.

Deux, ça veut dire, j'étais en Chine il y a quelques semaines, très impressionné par l'initiative diplomatique du président XI qui l'année dernière l'a évoqué devant vous mais ça veut dire que toute l'initiative One Belt One Road doit être cohérente avec nos engagements climatiques. Ces nouvelles routes de la soie doivent être vertes, ça ne peut pas être les routes de la centrale à charbon, ça doit être des routes du renouvelable, d'énergies qui réduisent les émissions de CO2 et on doit tous coopérer justement à cet engagement.

Trois, ça veut dire que nous on doit continuer à aller plus loin et moi je souhaiterais que nous puissions à horizon 2020 vraiment acter d'un pacte mondial pour l'environnement qui serait un vrai garde-fou juridique pour nos sociétés et un outil de la justice environnementale pour nos citoyens.

Et, enfin, il faut que le secteur privé soit au rendez-vous de ces engagements, 12 grandes initiatives ont été prises à Paris le 12 décembre dernier au « One Planet Summit » et je souhaite qu'on puisse les suivre vraiment régulièrement et que l'ensemble des investisseurs, l'ensemble justement des grands donateurs, des entreprises qui se sont engagées puissent rendre compte de manière régulière et montrer qu'il y a un engagement du secteur privé en la matière.

C'est enfin le système financier qui doit accompagner cette mue avec une véritable promotion de la finance verte. Moi je crois que la finance, c'est une bonne chose parce que, je vous l'ai dit, on ne finance pas l'innovation ou ses transformations, mais elle doit aussi financer un modèle de développement durable et l'Europe en la matière a un rôle fondamental à jouer, nous devons dans l'Union européenne, dans la zone euro avoir une vraie place financière verte qui sache justement accélérer le financement de ces modèles de transition.

Enfin, ce devoir de protection c'est un devoir de sécurité pour nos nations et nos

populations. Je ne peux pas évidemment ne pas évoquer ce thème essentiel en partageant, pour conclure quelques convictions. La première c'est que nous sommes et nous resterons durablement engagés dans une lutte contre le terrorisme. Elle engage aujourd'hui nos forces de l'ordre sur des conflits divers, parfois contre des puissances étatiques, d'autres fois contre des terroristes organisés de manière très différente que ce soit en Afrique, au Sahel mais dans de nombreuses régions du monde. Il nous faut dans cette lutte continuer à travailler dans le cadre de nos coalitions, militaires et diplomatiques, mais avoir quelques principes clairement arrimés.

Je souhaite que cette lutte continue à se faire dans le cadre du multilatéralisme, on ne doit pas sortir de ce cadre et donc en quelque sorte considérer que la lutte contre le terrorisme doit conduire à des recompositions du monde et à une fragmentation de celui-ci. C'est la lutte contre des groupes organisés qui veulent la destruction de l'autre mais elle ne doit pas justifier une fragmentation aujourd'hui de notre environnement mondial. Et garder le multilatéralisme ça veut dire réussir à garder une stratégie où on met des pressions sur des puissances régionales qui inquiètent, je pense à l'Iran ou la Corée du nord, sans jamais tomber dans l'escalade ni tomber dans la fracturation de certaines régions.

Ensuite, cette lutte doit toujours se faire dans un cadre qui est diplomatique et politique, s'il n'y a pas d'issue diplomatique et politique à la lutte contre le terrorisme alors il y aura la reproduction du terrorisme. Et soyons honnêtes avec nous-mêmes, nous avons parfois produit des situations qui ont conduit au terrorisme en pensant qu'aller supprimer de manière unilatérale un tyran parce qu'il nous contrariait allait régler tous les problèmes. On ne se substitue pas à la souveraineté des peuples, à leurs frustrations, parfois à leurs souffrances, et donc seules des solutions politiques stables, pluralistes, durables permettent de lutter de manière forte contre le terrorisme parce qu'elles évitent justement aux frustrations de revenir dans les différents pays.

Et donc notre rôle, c'est non seulement de gagner la guerre contre le terrorisme mais de construire les conditions d'une paix durable dans les régions du globe qui aujourd'hui sont engagées dans cette lutte. Je pense au Moyen-Orient et je pense évidemment à l'Afrique. Sur ces sujets notre coopération est indispensable, notre stratégie de construction de la paix est indispensable et ça veut dire aussi parce que

tout se tient que nous devons redonner du sens à la mondialisation que nous portons dans ces régions. Et c'est là où la politique de développement, notre politique diplomatique est inséparable de notre politique militaire. Si vous luttez dans un pays contre le terrorisme mais que vous n'avez aucune stratégie de développement, que vous n'avez aucune stratégie d'éducation, vous pouvez faire place nette et gagner un jour mais le lendemain les causes qui ont conduit au terrorisme seront toujours là.

Et tout cet agenda mondial se tient, le terrorisme est revenu dans le Sahel parce que nous n'avons pas été au rendez-vous du développement, parce que nous avons reculé en termes d'éducation, parce que nous n'avons pas répondu aux défis du changement climatique et que le rétrécissement du lac Tchad a conduit à une vraie crise économique, morale dans toute la région ! Et la solution ce sont les jihadistes qui l'ont apporté et les différents groupements qui leur sont liés. Et donc vous voyez bien, la lutte contre le terrorisme est militaire, elle est diplomatique mais elle implique d'être au rendez-vous de tous les défis que je viens d'évoquer.

Vous le comprenez bien et je finirai là-dessus, le cœur du nouveau contrat mondial c'est, non seulement qui doit impliquer tous les acteurs, que nous devons être obsédés par la lutte contre la stratégie du passager clandestin mais qui implique aussi d'être cohérent dans nos approches. Nous ne devrions plus conclure d'accords commerciaux lorsqu'ils ne respectent pas nos standards communs, climatiques, sanitaires, fiscaux, sociaux. Nous ne devrions plus avoir des discussions sur certains sujets avec des puissances si elles ne correspondent plus justement aux critères qui sont les nôtres. Nous devons avoir un agenda cohérent en termes de biens publics, ça ne se fera pas du jour au lendemain mais on doit rendre transparent toutes nos incohérences, ce que nous sommes progressivement en train de faire plutôt que de continuer à diverger et à les renforcer.

Ce cadre doit être basé sur la coopération et le multilatéralisme et absolument pas sur une sorte de nouvelle hégémonie, une fascination sur de nouveaux pouvoirs, ce serait une énorme erreur. A présent, une énorme responsabilité nous incombe car ce nouveau cadre est le seul moyen de protéger nos intérêts à long terme, nos biens communs et nos populations. La réponse se trouve en partie ici dans cette salle et d'une certaine façon notre nouvelle frontière n'est pas une frontière technologique ou géographique mais bien plus notre engagement, nous sommes notre propre frontière dans notre propre conscience.

Si nous nous engageons à rendre la globalisation plus juste, favorable aux classes moyennes, si nous nous engageons à prendre en compte la complexité à long terme de nos décisions et pas simplement les résultats à court terme nous pouvons converger et bâtir une nouvelle mondialisation qui est compréhensive et bonne pour nos populations. En reprenant cette grande idée de progrès nous avons la solution en tant que gouvernement, en tant qu'entreprise, nous avons simplement une question : décidons-nous d'agir, d'aller de l'avant ou pas ? C'est maintenant ! Je vous remercie

Résumé :

Notre travail basé sur l'analyse du discours du président français Emmanuel Macron, à l'occasion du forum mondial, à Davos en suisse le 24/01/2018.

Nous avons étudié les types d'arguments utilisés dans son discours pour objectif de préciser les techniques qui vise à manipuler ou faire attirer les auditeurs et les faire adopter ses nouvelles réformes et décisions

Mots clés : discours, discours politique, les types d'argument (perelman Chaïm)

ملخص:

يستند بحثنا على تحليل خطاب الرئيس الفرنسي ايمانويل ماكرون بمناسبة المنتدى العالمي الاقتصادي في دافوس

قمنا بدراسة أنواع الحجج المستعملة في خطابه وهدفنا هو معرفة التقنيات المتبعة لجذب و التعامل مع المستخدمين وجعلهم يتبنون قراراته الجديدة و التعديلات

كلمات مفتاحيه: خطاب, أنواع الحجج برلمان, خطاب سياسي

Abstract :

Our research is based on an analysis of french president Emmanuel Macron 's speech at the world economic forum in davos, switzerland in 24/01/2018.

We studied the types of arguments used in his speech and our goal is to know the technics used for make them adopt new amendements and decision.

Key words : speech, political speech, categories of argument